

L'écologie contre l'économie ?

Dialogue sur le développement durable, la décroissance sélective et la gestion écologique

Table-ronde avec Bernard Guibert et Jean-Marie Harribey

Propos recueillis par Jean-Paul Gaudillière et Gilbert Wasserman

Mouvements, Sociétés, Politique, Culture, n° 41, septembre-octobre 2005, p. 24-35

Note : Dans le texte ci-dessous figurent en bleu des commentaires que, faute de place, je n'ai pu faire figurer dans le texte publié. JMH

Mouvements : La notion de développement durable est-elle encore utile ? Tout le monde en parle, tout le monde semble d'accord sur son importance, des chefs de gouvernement aux dirigeants de grande entreprise. Le terme n'est-il pas devenu vide de sens puisque ce succès même fait qu'on l'associe à un modèle de croissance inchangé, que l'on rend de plus en plus synonyme d'une simple adaptation des techniques aux « contraintes » d'environnement ?

Jean-Marie Harribey : C'est devenu un mot d'ordre officiel. Mais le problème n'est pas simplement celui d'une récupération. La faille était contenue dès l'origine, dès la définition du développement durable comme enjeu de politique internationale. Le rapport Brundtland présentait le développement durable comme moyen de répondre aux besoins du présent et à ceux des générations futures mais, quelques pages plus loin, il affirmait qu'une croissance économique vigoureuse était absolument indispensable et, sous-entendu, indispensable pour toujours.

Bernard Guibert : Hans Jonas a fourni l'une des critiques les plus pertinentes du développementisme : il y a plus en effet « la satisfaction des besoins matériels des générations présentes sans compromettre celle des générations futures ». Il faut non seulement prendre en compte les besoins matériels des générations futures, mais permettre à ces générations futures d'avoir une existence authentiquement humaine et pas seulement animale. Par là, il pose la question anthropologique sur laquelle l'idéologie développementiste dominante fait l'impasse : qu'est-ce qu'être un être humain, qu'est-ce qu'une vie humaine digne d'être vécue ? Pour qu'un être humain puisse être considéré comme un être humain et non pas un animal, il faut qu'il soit libre, qu'il ait le choix. Et donc les générations présentes n'ont pas le droit de faire des choix économiques qui referment l'éventail des possibles des générations futures. En conséquence certaines formes de développement durable ne sont tout simplement pas légitimes. Il y a plusieurs théories économiques du développement durable. Dans la soutenabilité *faible*, on suppose qu'il peut y avoir substitution sans limite de capital artificiel au capital naturel. A terme, il pourrait ne plus y avoir de nature au sens traditionnel du mot. Ainsi cette substitution du capital artificiel au capital naturel ferme l'éventail des possibles. Ce n'est pas acceptable selon Jonas, puisqu'il y a un minimum de « naturalité » à maintenir. C'est pour respecter un minimum de contraintes de reproduction des écosystèmes naturels que l'artificialisation de la nature doit rester en deçà de certains seuils : c'est ce que les économistes appellent la soutenabilité *forte*. Dans la soutenabilité *poly-dimensionnelle*, on suppose une pluralité de critères, techniques, monétaires, sociaux pour

réfléchir les choix qui engagent l'avenir.

JMH : Si l'on suit les initiateurs de la réflexion sur la décroissance, il y a une loi de l'entropie qui s'applique aux activités économiques et qu'il faut prendre en compte. On peut rétorquer que la planète Terre n'est pas un système isolé, qu'elle reçoit de l'énergie solaire en permanence et que cette seconde loi de la thermodynamique ne lui est pas applicable. C'est sans doute vrai globalement. Mais lorsque je brûle une molécule de pétrole dans mon moteur et qu'il sort du tuyau d'échappement des molécules de carbone, il m'est impossible de reconstituer avec cette molécule de carbone une nouvelle molécule de pétrole sauf à une échelle de temps qui dépasse tout horizon humain et ce qui nous ramène à la rareté incontournable de certaines ressources naturelles et nous impose des contraintes qu'on ne peut plus sous-estimer. Il y a donc un hiatus énorme, une dissociation énorme, entre le temps sur lequel le raisonnement économique peut s'effectuer et sur lequel finalement nous avons seulement prise – nous pouvons faire des projets à dix ans, à vingt ans, à une génération, voire deux ou trois – et le temps des processus physiques et biologiques. Des projets humains à l'échelle de mille ans ou de dix mille ans, et *a fortiori* davantage, n'ont aucune signification.

Malgré cela, on ne peut accepter le mot d'ordre de décroissance, en tout cas tel qu'il est présenté dans le journal *La Décroissance* ou chez des théoriciens comme Serge Latouche. D'abord je ne crois pas à la pertinence de l'idée qu'il nous faut sortir de l'économie. Pour eux l'économie est une invention de l'Occident. Cela occulte le fait que la production des conditions matérielles d'existence est une catégorie anthropologique. On mélange ainsi la notion d'économie en tant que catégorie anthropologique et la notion d'économie capitaliste qui elle est une réalité sociale située dans le temps. Ce n'est pas simplement une querelle théorique. A partir du moment où l'on dit qu'il faut absolument sortir de l'économie, cela veut dire qu'il n'y a pas d'autre économie possible que celle dans laquelle nous sommes.

La seconde erreur est de considérer que, puisque l'idéologie du développement a servi de paravent à la domination occidentale sur le reste du monde, alors la notion même de développement ne peut être que le véhicule de cette domination. Sans nier cette histoire, faut-il pour autant rejeter toute la philosophie des Lumières, l'espoir ou la possibilité d'un progrès, ainsi que les droits humains universels ? Rien ne prouve qu'il ne soit pas possible de dissocier croissance et développement, à partir du moment où justement on réussit à imposer l'idée qu'il peut y avoir une conception de la richesse qui ne soit pas exclusivement marchande ; le développement peut être compris autrement, comme amélioration véritable du bien-être.

Mouvements : Dans cette perspective, le marxisme et sa conception de l'économie semblent de peu d'utilité ; non seulement parce que la question des rapports à la nature y a toujours joué un rôle marginal, mais surtout parce que la réflexion socialiste a partagé l'utopie de l'abondance généralisée, le modèle de production élargie de biens matériels comme voie d'accès au bonheur, la fin du « règne de la pénurie » comme mode de résolution des conflits humains.

JMH : Une partie de la discussion sur développement/décroissance porte effectivement sur le statut du marxisme, sur la pertinence de ce cadre d'analyse pour rendre compte des problèmes auxquels aujourd'hui nous sommes confrontés. Je crois qu'on peut conserver le cadre conceptuel de la critique du capitalisme donné par Marx et en même temps se passer de l'hypothèse

d'abondance associée au développement illimité des forces productives pour prendre en compte la question écologique. Cette articulation entre critique du capitalisme et question écologique me paraît être au centre des difficultés politiques que nous avons à résoudre. S'il y a aujourd'hui une incapacité à remettre en cause le mode de production capitaliste c'est parce que les luttes « traditionnelles », autour de la question salariale, autour de la question du salariat, ne font pas le lien avec les luttes qui se mènent sur le terrain de l'environnement, de l'écologie, du cadre de vie. Sur le plan théorique, je crois qu'il faut réhabiliter la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage. Cette distinction est indispensable pour mener une critique du productivisme qui soit en même temps une critique du capitalisme.

Mouvements : En disant qu'il faut réintroduire la question de la valeur d'usage et pas simplement s'en tenir à celle des modalités de redistribution de la valeur d'échange vous entrez dans un continent noir du marxisme à savoir la question de qui et comment on évalue ces valeurs d'usage, de quel type de dispositifs on peut avoir qui permette justement d'en faire un objet de choix collectif, d'intégrer les impératifs ou les enjeux écologiques dans une stratégie d'extension de bien-être de l'ensemble des personnes et pas seulement des habitants d'un tiers de la planète...

J.-M. H. : Tout à fait.

Mouvements : Sauf que le marxisme n'a jamais pensé en ces termes...

JMH : Je conteste cette affirmation. La question de la nature de la valeur d'usage est au cœur de la réflexion de Marx. Un bon exemple est le débat sur la réduction du temps de travail qui est une manière non productiviste d'affecter les gains de productivité à partir du moment où la société satisfait un certain nombre de besoins, démocratiquement définis. Si nous faisons le choix de travailler moitié moins de temps en acceptant qu'on ne renouvelle pas nos objets de consommation aussi fréquemment, on repose la question du contenu de la production et des finalités du travail. Et ça, c'est au cœur de la problématique de Marx qui disait que la véritable économie, c'était économiser le temps de travail. Cette problématique est un moyen extraordinaire, certes pas unique ou suffisant, mais nécessaire pour avancer dans la construction d'un autre imaginaire autour du développement.

BG : C'est une vraie divergence. Je pense que la tradition marxiste est prisonnière d'un mode de pensée daté. On ne peut pas demander à Marx, avec tout son génie, de sauter par-dessus son temps. Sa conception des choses a été largement nourrie par un certain état des sciences de la nature où le travail était le travail mécanique, le déplacement spatial d'une force. C'est une vision du monde faite de causalités simples, linéaires. Un siècle et demi plus tard, on ne peut pas ne pas interroger ce genre de causalité. On ne peut pas ne pas prendre la critique de l'aliénation qui a commencé avec Nietzsche, avec l'école de Frankfort, et laisser intact le réductionnisme de la valeur. On ne peut plus entretenir, comme au milieu du XIXe siècle, une lecture positiviste du progrès, de la technique et de la quête de la productivité. La critique du productivisme est une critique de l'idée selon laquelle le temps est quelque chose de linéaire, que les valeurs à l'œuvre dans les activités humaines peuvent être homogénéisées dans une grandeur unique qui serait le temps de travail. Paradoxalement, le rêve marxien de la valeur-travail n'a jamais été aussi poussé

que pendant les Trente glorieuses. Le fordisme est une construction sociale dans laquelle on homogénéise, on standardise, où il y a des codes, une mise en forme systématique de la subjectivité. Mais ce paradigme-là a vécu.

JMH : Je suis en désaccord. Les adversaires de la théorie valeur-travail lui font jouer un rôle qu'elle n'a jamais prétendu jouer. C'est une théorie des rapports sociaux capitalistes. Elle ne dit qu'une chose : macro-économiquement seul le travail crée la valeur économique que le capital veut s'approprier. C'est un point incontournable. Le fait de le passer aux oubliettes, passer par pertes et profits ces concepts de plus-value, d'exploitation et d'origine de la valeur dans le travail, ça me paraît être un colossal retour en arrière.

BG : Quand vous dites *la* valeur-travail, *le* temps de travail, vous continuez à transposer des catégories « naturalistes » héritées et transposées de manière non critique de la mécanique de la fin du XVIII^e siècle. C'est Marx lui-même qui disait que cette *naturalisation* des catégories est du *fétichisme*. Les sociologues, le dernier en date étant Bourdieu, nous ont appris que le temps de travail, c'est une construction sociale. Ce n'est pas une donnée de la nature. [Qui, se réclamant de Marx, pourrait prétendre le contraire ? Le temps de travail est non seulement une construction sociale mais le produit de luttes sociales. Je ne vois pas où se nicherait une prétendue « naturalisation » de cette question. JMH] Empiriquement, essayez de comparer le temps de travail en usine et, par exemple, le temps de travail d'une femme à la maison. Cela n'a socialement pas de sens. [Non seulement cela n'a pas de sens, mais la théorie de la valeur-travail n'a heureusement jamais prétendu à pouvoir comparer ces deux types de travaux puisqu'elle est explicitement réservée à rendre compte de la valeur des marchandises. Ricardo et Marx ont été on ne peut plus clairs là-dessus.] Dans l'usine taylorienne on a pour chaque poste une tâche standardisée et chronométrable. Une femme à la maison fait plusieurs choses à la fois. Elle s'occupe des enfants, elle écoute la radio, elle fait son repassage. La théorie de la valeur-travail accepte cette homogénéisation comme un donné naturel mais c'est un montage, une construction sociale. [Bernard Guibert commet un contresens en voulant mettre en évidence un non-sens. JMH] Comme toute construction elle est historiquement et socialement datée. Elle dépend de l'organisation des rapports sociaux. [C'est exact mais c'est une paraphrase de Marx. JMH] Quand des gens comme Jeremy Rifkin, Dominique Méda posent la question de la *fin* de la valeur travail, c'est la fin de la valeur travail au sens du XIX^e siècle et son remplacement par la valeur du travail du XXI^e siècle, la polydimensionnalité des « écologies temporelles » (pour reprendre l'expression de William Grossin) des différents temps organisés par les rapports sociaux du XXI^e siècle : la science naturelle de référence pour les métaphores n'est plus la mécanique newtonnienne du XVIII^e siècle mais l'écologie ou la biologie du XX^e siècle. [Rifkin comme Méda jouent sur les deux tableaux à la fois, confondant, ou laissant leurs lecteurs confondre, la valeur « travail » au sens de la finalité et la « valeur-travail » des marchandises au sens économique. JMH] Il s'agit de la polydimensionnalité des « valeurs » que les gens attribuent plus ou moins délibérément et collectivement à leurs différentes sortes d'activités, les loisirs, le travail à l'usine, le travail domestique. [La « polydimensionnalité » des « valeurs » n'est rien d'autre que la redécouverte naïve de la polysémie du terme « valeur ». JMH] Le travail de déconstruction de Derrida et de ceux qui relisent Marx à partir de Nietzsche suggère qu'il y a un anarchisme des valeurs. D'une part, vous avez raison de le rappeler, le capitalisme financier veut imposer, réduire et homogénéiser. D'autre part, on est passé, d'une soumission *formelle* à une soumission *réelle*. Cela été très bien décrit par Luc Boltanski et Eve Chiapello. On veut que les gens s'impliquent

subjectivement, y compris dans la construction de l'homogénéité du travail. Il ne faut donc pas renoncer à la théorie de la valeur-travail. Au contraire, il faut la perfectionner pour comprendre en quoi la substance de la valeur au XXI^e siècle n'est plus un temps de travail linéaire et mécanique, mais est devenu une substance plurielle vivante – une multiplicité, une multitude – une « écologie temporelle » de temps socialement et historiquement construits par des rapports sociaux subjectifs et objectifs en perpétuel remaniement.

JMH : Que le mot « valeur » désigne deux réalités distinctes, personne ne le nie : la valeur économique et les valeurs. Ce que je conteste, c'est que les théoriciens auxquels vous vous référez passent allègrement sans avertir leurs lecteurs d'un registre économique (en confondant d'ailleurs valeur d'échange et valeur d'usage) à l'éthique ou philosophique. Et, sous prétexte de réhabiliter les valeurs, jettent par dessus bord la seule théorie que nous ayons pour comprendre l'exploitation de la force de travail qui n'a strictement rien de naturaliste. Il n'est pas étonnant alors que tous en arrivent à situer l'origine de la valeur, à l'instar des libéraux, hors de la production, voire dans la finance.

Mouvements : Pour réduire réellement nos consommations de ressources naturelles, réduire la pression sur les écosystèmes et sur la planète, certains critiques des politiques de développement durable, disent qu'il faut décroître de façon sélective, pas de la même manière dans les pays riches du Nord et les pays pauvres du Sud, pas de la même manière pour toutes les activités économiques...

JMH : C'est l'idée contenue dans le livre d'Attac *Le développement a-t-il un avenir ?* Nous critiquons l'idée d'une décroissance uniforme selon les types de production et uniforme selon les types de pays. Mais nous sommes favorables à la diminution drastique des productions catastrophiques pour la planète. Par exemple, la production d'armement : mille milliards de dollars par an ; la production publicitaire : cinq cents milliards. De même avec l'agriculture productiviste : il faut sortir du type d'élevage ou de culture hyper polluants, hyper concentrés qui font des campagnes des déserts ruraux. Nombre de productions peuvent sans dommage pour le bien-être de l'humanité, être radicalement diminuées. Maintenant est-ce qu'il faut tenir le même langage pour tous les types de production ? Je ne le crois pas. Il faut distinguer les productions nuisibles, prédatrices, dévastatrices, et les productions qui répondent à des besoins sociaux. L'autre dimension de la sélectivité est la question des pays les plus pauvres. Ils ont besoin d'un temps de croissance économique : pour bâtir plus d'écoles, pour acheminer l'eau potable, pour construire des centres de soins, etc. Contrairement à ce que nous disent certains « décroisseurs », ces besoins ne sont pas de simples projections de nos valeurs occidentales, des schémas néo-colonialistes. Il y a toujours un milliard d'êtres humains n'ayant pas accès à l'eau potable. Heureusement, de nombreux avocats, mais pas tous hélas, de la décroissance acceptent cette idée que pays riches et pays pauvres ne peuvent pas être mis sur le même plan. Mais ils jouent aussi avec l'idée selon laquelle nous renverrions aux pays pauvres une image de la pauvreté qui ne correspond pas à ce que eux ressentent. Il y a une part de vérité dans cette affirmation. Or on ne peut pas faire comme s'il n'y avait pas encore un milliard d'êtres humains qui sont analphabètes et qui souffrent de la faim ; comme s'il n'y avait pas des épidémies de paludisme qu'on n'arrive pas à éliminer faute de recherche sur cette maladie dans l'industrie pharmaceutique.

Mouvements : Décroissance au Nord et croissance au Sud ?

JMH : Pourquoi pas ? Prenez la question énergétique. Il existe des scénarii tout à fait sérieux, montrant qu'il est possible de diviser par deux la quantité d'énergie que nous utilisons, certains vont jusqu'à dire quatre, sans conséquence pour le niveau de bien-être matériel. C'est considérable. Pourtant, si l'on veut conserver le même nombre de voitures, conserver le même type de transport, conserver ces productions saucissonnées et disséminées aux quatre coins de l'Europe et du monde, alors on n'ira pas beaucoup plus loin. Il faut envisager à la fois d'autres programmes énergétiques, d'autres modes de consommation et devenir plus économes. Il faut une économie au sens premier du terme, une économie qui soit économe.

BG : Avant de parler de décroissance, sélective ou pas, il faut revenir à la question « que-ce que la richesse ? ». Du côté des critiques du développement, on entend souvent qu'il faut créer du *lien* plutôt que du *bien*. Il y a là une remise en cause des critères d'évaluation de la richesse : le lien n'acquiert pas facilement une valeur marchande. Quand on dit qu'il faut substituer du « lien » à du « bien », on dit donc qu'il faut décroître la mesure *marchande* de la richesse au bénéfice d'une richesse non marchande. Ce n'est pas qu'un slogan. Il s'agit aussi d'une question de politiques précises. Yves Cochet disait, avec raison, qu'il faudrait faire une taxation du kérosène assez élevée pour que plus personne n'ait intérêt à ce que le nombre de kilomètres moyens contenus dans un simple pot de yaourt se chiffre par centaines.

Cette question de l'invisibilité des coûts est cruciale. Serge Latouche oppose l'économie *informelle* et les chiffrages *formels*. D'après les statistiques de l'ONU il y a des gens qui vivent avec vingt dollars par jours. En réalité ils vivent avec bien d'autres ressources que celles que ces vingt dollars permettent d'acheter. Et heureusement. Les catégories de la valeur-travail, de l'économie marchande sont impuissantes à saisir cela. La *re-localisation* de l'économie, politiquement c'est une manière de lutter contre les *délocalisations*. Mais plus fondamentalement c'est une contestation des valeurs de l'économie financière, lesquelles gouvernent la distribution, la division spatiale du travail. Cela veut dire qu'il faut faire baisser la part du bien-être qu'on peut imputer à la consommation de *biens* marchands et augmenter la part du bien-être qui est dû à la « consommation » de liens.

Mouvements : Faut-il alors une internalisation des coûts écologiques, imaginer des indicateurs qui permettent de « monétariser » la valeur écologique ?

JMH : Contrairement à ceux qui, de bonne foi, essaient de construire de nouveaux indicateurs de richesse, je ne crois pas possible de concevoir un indicateur qui puisse mesurer simultanément la valeur monétaire et la satisfaction. Le PIB ne peut mesurer que le premier aspect et on ne peut lui ajouter le lien social qui ne se mesure pas. Croire qu'on peut mélanger dans un indicateur nouveau le produit matériel et la satisfaction que l'on retire de ce produit matériel, c'est retomber dans l'illusion que je dénonçais au début, à savoir la confusion entre valeur économique et valeur d'usage. A partir du moment où il y a une production monétaire, elle seule peut entrer dans le calcul d'un indicateur de type PIB. Si on veut introduire dans le PIB la qualité de la relation que j'ai avec mon enfant, la relation amicale que nous avons en ce moment, on mélangera deux registres qui à mon avis sont incommensurables.

Je ne suis pas en désaccord sur l'utilisation d'outils économiques comme la taxation écologique dont vous parliez. Au contraire : il ne faut pas se priver d'outils économiques comme la fiscalité.

En revanche, il faut s'opposer à la fixation de normes par le biais économique. Le marché n'a pas pour rôle de produire des normes sociales, écologiques, éthiques ou politiques. Je suis pour une fiscalité écologique et bien sûr pour taxer le kérosène afin de lutter contre le changement climatique, mais il ne faut pas croire ou laisser croire qu'en confiant au marché la gestion écologique de la planète on trouvera la bonne norme, c'est-à-dire, pour reprendre l'exemple du protocole de Kyoto, le nombre de tonnes de CO₂ qu'on est autorisé à émettre chaque année. Si cette norme est fixée, elle le sera toujours politiquement par un accord entre autorités politiques, aujourd'hui entre Etats, idéalement à la suite d'une élaboration démocratique.

BG : Je suis en désaccord. J'ai fait partie avec Jean Gadrey du conseil d'orientation de la mission sur les nouveaux indicateurs de richesse confiée à Patrick Viveret. J'étais en désaccord avec ce dernier parce qu'il fait un peu la même erreur que vous. Vous substantialisez la valeur économique en en faisant une mesure objective. On peut défendre une autre conception de la comptabilité nationale, considérer qu'il s'agit d'un outil, d'une pédagogie, d'une technique d'évaluation en fonction d'une action. Jusqu'à maintenant, cet outil a été construit par les agences gouvernementales, dans le cadre keynésien, pour permettre aux administrations d'agir *sur* l'économie. D'ailleurs, sa construction était loin d'être objective. Le PIB n'est pas une mesure des échanges réels. Pour agir on y a mélangé des paramètres hétérogènes, des trucs qu'on observe sur le marché, un chiffrage des activités de services et des administrations. Ainsi on a additionné à des grandeurs « réelles » des catégories « fictives ».

JMH : Ce n'est pas fictif...

BG : C'est une convention.

JMH : Comme sur le marché.

BG : Pas tout à fait, la comptabilité nationale vis-à-vis de la comptabilité d'entreprise, c'est comme le *Canada dry* vis-à-vis des alcools forts. Il y a une filiation, une généalogie des catégories. Mais la comptabilité d'entreprise est orientée vers le gouvernement d'entreprise, la réalisation d'un profit « sonnante et trébuchant ». On en déduit un certain nombre de décisions d'investissements. Certes la comptabilité nationale enregistre les valeurs du marché. Mais elle va « au-delà » du marché puisqu'elle représente également du « non marchand » : durant les Trente glorieuses il s'agissait de rationaliser l'action gouvernementale, de définir une politique économique et sociale et l'Etat-Providence. Aujourd'hui, il s'agit de redéployer la production du « bien-être », en tissant des *liens* tout en continuant à produire des *biens* matériels. Alors, il faut d'autres outils. Je ne vois pas pourquoi on se priverait de mettre au point des indicateurs quantitatifs qui permettent de savoir où l'on en est, de corriger la trajectoire, de piloter. C'est de la planification au bon sens du terme.

Quand Putnam calcule des indicateurs de *capital social*, il ne mesure pas une grandeur existant comme une chose. Il évalue des activités en fonction d'une vision de la société où les ménages nouent des relations parce qu'ils ne sont pas que des individus atomisés. Si, selon les enquêtes de l'INSEE sur le temps libre, les personnes font un usage du temps libre moins stupide que de regarder la télé trois heures par jour, je ne vois pas pourquoi on se priverait de ce genre de quantification sous prétexte que la seule réalité économique serait la réalité marchande. Bien sûr, on ne peut pas faire des calculs en ajoutant des indicateurs qualitatifs du type indicateur de capital

social, de qualité de l'environnement avec le revenu national net ou le PIB, mais la question de leur prise en compte et de leur articulation reste. [Contrairement à ce qu'espèrent certains, on ne peut additionner dans un agrégat des *outputs* et des *outcomes*, c'est-à-dire des valeurs et des valeurs d'usage. JMH]

Au cours des quinze dernières années on a assisté à un tournant : on entre progressivement dans un paradigme vraiment écologique. C'est la question du changement climatique qui a commencé à interpeller l'économie à la conférence de Rio en 1992. Mais on peut gérer cette interpellation par « l'internalisation des coûts ». Avec l'énergie, on a une grandeur additive, la quantité de carbone à laquelle on peut ramener les pouvoirs de réchauffement globaux pour tous les gaz à effet de serre. Il suffit d'augmenter le prix relatif du carbone consommé, pour internaliser les coûts et corriger la trajectoire de la croissance économique. Pour changer ce prix relatif on peut ainsi avoir recours aux techniques classiques de taxation, aux permis d'émission négociables. Le sort du protocole de Kyoto et sa suite éventuelle montre que ce n'est pas si simple. Mais le cadre dominant est celui-là.

Avec la question de la biodiversité, on met dans l'embarras la science économique classique. Au lieu d'avoir une grandeur mesurable, on a quelque chose qui est de l'ordre du *système*. Un exemple classique est celui de l'équilibre qui s'instaure sur une île déserte entre une population de loups qui dévore des chèvres qui elles-mêmes broutent de l'herbe. On ne peut pas agir sur une sous-population indépendamment des deux autres. On ne peut pas réguler l'équilibre de l'écosystème en se contentant de manipuler le prix relatif du loup pour faire un marché, par exemple de la peau de loup. On ne vend pas un écosystème par appartements. La conscience de cette impuissance de l'économie classique est devenue beaucoup plus grande. Dans le rapport du Club de Rome, on était encore dans une logique *d'exploitation minière* de la nature. On a des ressources rares, il faut à un moment donné que les prix augmentent au rythme de l'épuisement pour rationaliser les usages. Quand on passe à des indicateurs de type « empreinte écologique », on pose la question de la *cohérence* systémique des cycles de renouvellement des écosystèmes, des *seuils* critiques et de l'urgence à inventer d'autres régulations.

Mouvements : A vous suivre, il s'agit de changer de mode de vie, de consommer autrement et moins, à la fois collectivement et individuellement. Pourtant la culture dominante aujourd'hui, y compris à gauche, est celle de la croissance et de l'accès aux biens. Alors comment, dans une société démocratique où les décisions sont supposées revenir en dernière instance aux choix des citoyens faire accepter une économie « économe » ?

BG : Comment convaincre ? La question nous renvoie à des enjeux anthropologiques. Notre société exacerbe les *désirs*. Ce n'est pas une société de satisfaction des *besoins*, plutôt une société d'excitation des *désirs*. Cela a bien été décrit dès les années soixante, notamment par l'Ecole de Francfort. Une mesure autoritaire qui consisterait par exemple à interdire la publicité risquerait dans une démocratie d'être contre-productive. En conséquence, comme disent les économistes, la mauvaise monnaie chasse la bonne ; comme en Union soviétique dans les dernières années avec les trafics souterrains de marques occidentales. Comment arriver à une pacification de la rivalité des multiples désirs ? Il s'agit de savoir dans quelle mesure et comment on peut démocratiquement changer des « habitus », c'est-à-dire les normes de consommation, les façons de consommer et de produire. Dans le paradigme individualiste classique qui est le paradigme de l'économie néo-libérale, on fait appel au sens moral des individus. C'est aussi vrai chez les Verts

où l'on te fait honte quand tu roules en diesel avec une climatisation. Mais on voit très bien que, dans une logique macro-économique, la tentation est grande, de recourir au despotisme éclairé en imposant des mesures autoritaires à un peuple dont on sait qu'il ne va pas, spontanément, se serrer la ceinture et où vont proliférer les « passagers clandestins » de la « vertu écologique »... Cela recoupe le débat sur démocratie représentative / démocratie participative. Ceux, dont je suis, qui penchent pour le second terme considèrent que pour qu'il puisse y avoir changement des habitudes individuelles de consommation, il faut, comme disait Gorz il y a vingt ans, que les gens voient le bout de leurs actes. Il faut qu'il y ait implication, que les individus s'engagent eux-mêmes, ne s'en remettent pas à des mécanismes de type obéissance à un chef.

Comment articuler liberté des individus et nécessité de faire des redéploiements collectifs ? Comment articuler démocratie participative et démocratie représentative ? Pour le moment on ne voit pas trop mais le défi est là. C'est en partie un problème de « technique de démocratie ». L'exemple des *conférences de consensus* en matière de choix techniques montre que, contrairement aux préjugés des partisans du despotisme éclairé, les simples citoyens sont capables d'altruisme, de choix d'une grande complexité et à long terme. En France, il n'y a pas eu beaucoup d'expériences de conférences de citoyens : une sur les OGM, une sur le changement climatique. Pour moi, le côté remarquable de ces procédures, c'est qu'on n'aboutit pas à une espèce de montées aux extrêmes comme on vient d'en vivre lors de la campagne référendaire. Les conférences de citoyens débouchent le plus souvent sur un quasi-consensus avec des propositions relativement raisonnables qui font l'unanimité du jury de citoyens. Cela me semble la seule solution pour concilier le fait de devoir aller vers un mode de vie plus sobre sans faire appel à un despotisme éclairé comme c'était encore le cas chez Hans Jonas.

Mouvements : Re-localiser la production, re-localiser les décisions sont des perspectives importantes. Mais est-ce qu'on peut se passer d'une sorte de gouvernance globale ? Quand on parle d'impératif écologique, les enjeux correspondent à des phénomènes globaux, planétaires. Le changement climatique et la réduction très rapide de la biodiversité sont les exemples qu'on cite toujours. Ils ne se gèrent pas localement. Un bon indice est d'ailleurs qu'on a vu, à leur propos, émerger de nouveaux mécanismes de régulation du type grandes conférences internationales avec leur double dimension : sommet entre Etats et rassemblement d'ONG...

JMH : C'est un phénomène positif, mais à condition que l'intervention citoyenne puisse exercer sa force et exprimer des choix élaborés démocratiquement. Il ne suffit pas qu'il y ait une rencontre internationale d'experts sur le climat, sur la biodiversité, pour que les choses se résolvent et se traduisent dans des politiques concrètes qui ensuite, au dernier stade, modifient les comportements. Les mobilisations qui ont été menées ces dernières années autour d'un certain nombre de grandes conférences participent à l'émergence tâtonnante d'une expression démocratique mondiale. Cette grande famille que l'on appelle altermondialiste a peut-être un rôle à jouer pour avancer vers la constitution d'institutions de type politique au sens vrai du terme à l'échelle mondiale. Il y a beaucoup de discussions pour savoir s'il faut supprimer les grandes institutions comme le fonds monétaire international, la banque mondiale, l'organisation mondiale du commerce ou leur donner un contenu radicalement différent. En fait, le problème est le même. Le drame des institutions multilatérales est d'être submergé de groupes de pression qui logent quasiment dans les couloirs de ces institutions et qui influencent très fortement le contenu des directives, qu'il s'agisse de celles de Bruxelles ou des projets de résolution dans les rencontres

internationales. Les mobilisations « citoyennes » autour de ces grandes conférences ont eu un rôle très important pour faire prendre conscience que le sort du monde ne pouvait être laissé au marché. Mais au-delà ?

Mouvements : Cela nous ramène à un vieux débat, celui sur la démocratie des choix de production, entendus au sens large comme choix de techniques et comme choix de mode de vie...

JMH : Cette question de « qui décide ? » est un enjeu terrible. Il y a sans doute une angoisse vis-à-vis de la mort qui alimente la transformation des désirs en besoins constamment renouvelés. A la suite de Freud, beaucoup d'auteurs ont réfléchi à cette transformation. Elle découle sûrement de cette angoisse de l'être humain confronté à son échéance fatale. C'est une contradiction intrinsèque à l'humanité et elle ne sera pas dépassée par un changement politique. Par contre, ce que nous pouvons chercher, ce sont les modes de relations sociales, les modes d'organisation collective qui permettent que les choix motivés par cette quête inextinguible de biens soient canalisés ou mieux régulés. L'un des points faibles de Hans Jonas est qu'il finit pas nous dire que le type de pouvoir qui est le plus à même de parvenir à cette maîtrise de l'avenir, est le pouvoir despotique. Il cite même (c'était avant son effondrement) l'Union Soviétique comme un modèle efficace pour parvenir à un autocontrôle de la ponction sur la nature. Cela nous renvoie à la difficulté d'imaginer un mode de transformation des sociétés permettant de sortir simultanément de la logique de l'accumulation du capital et de tout un mode de production productiviste.

On sait bien qu'il faut cesser de croire qu'on va construire un homme nouveau. Les expériences historiques ont montré que cela n'était pas de nature à favoriser l'émancipation humaine. Mais il ne faut pas pour autant croire que le politique ne peut rien changer aux choix des individus. Je vais reprendre l'exemple de la voiture individuelle. Ce qu'une société peut faire c'est concevoir un urbanisme, un type de localisation des activités qui permette de tempérer cette nécessité absolue de faire cinquante kilomètres par jour. Le minimum, c'est un peu d'aménagement du territoire qui fait que la nécessité de se déplacer individuellement est réduite. Si l'on est réaliste, c'est-à-dire si l'on est convaincu que la raréfaction des ressources énergétiques nous pend au nez dans un laps de temps très court, il faut des mesures plus contraignantes pour que le transport collectif prenne de l'ampleur par rapport aux transports privés.

BG : Dans le même ordre d'idée, je pense que si on se contente de parler et de chercher les moyens d'une gouvernance globale, on a du mal à empêcher le phénomène du passager clandestin. Comment a-t-on fait décroître la consommation du tabac ? C'est une bonne métaphore. Il y a eu l'augmentation de la taxation. C'est efficace jusqu'à un certain point. Mais il y a toute une dimension subjective, psychologique, qui est hors d'atteinte de la régulation administrative qui touche aux conditions subjectives permettant de se « désintoxiquer » des faux désirs. La réponse est pour partie dans la dynamique, c'est-à-dire dans la capitalisation des petites ruptures. On le voit très bien autour de nous. Les gens qui à un moment donné ont commencé à ne plus regarder la télévision ne persévèrent que s'ils sont pris dans une dynamique, s'ils ne sont pas, à la différence des enfants dans la cour d'école, sommés de répondre qu'ils ont vu la dernière émission de X sur canal truc. Au-delà, la question qui se pose est celle de la démocratisation du pouvoir dans les unités de production. Dire que les actionnaires ne doivent pas avoir le monopole

de décision est facile. Mais comment prendre en compte les comités d'usagers ? Quels sont les différents collèges qui doivent partager le pouvoir avec les actionnaires ? Les travailleurs évidemment, les usagers et les autorités « publiques », locales et autres. Mais comment on compose ces différents collèges ? Comment on agence leurs voix et leurs prérogatives ? Là on patauge. D'abord, parce qu'on a très peu d'expériences.

JMH : Mais si on a si peu d'expériences, c'est parce qu'il y a une difficulté en amont qui n'est pas réglée. A savoir la question de la propriété. On a cru qu'avec la disparition du modèle soviétique et le relatif échec de ce qu'on appelait chez nous les nationalisations que la question de la propriété était rangée au musée. Elle revient en force aujourd'hui. Par un autre biais, non pas avec des interrogations sur la propriété des moyens de production industriels, mais avec le débat sur la propriété des biens communs de l'humanité, celle du vivant et des connaissances. Je considère que ce retour est une chance. Il aide à remettre au centre du débat public la maîtrise collective de ce qui sera demain la source fondamentale de la richesse.